



Ils estiment que le rapport des experts dit de l'ONU ne répond à aucune démarche scientifique et ne vise qu'à indure l'opinion internationale en erreur.

Les experts criminels du Cameroun et ceux de l'ONU sont à couteaux tirés. En effet, Quatorze experts indépendants des droits de l'homme des Nations Unies ont appelé, le Cameroun à libérer le principal dirigeant d'opposition et les autres personnes arrêtées lors de manifestations pacifiques à travers le pays, et de cesser les intimidations à l'encontre des militants politiques.

Ces experts ont également demandé au Cameroun d'enquêter de manière impartiale sur toutes les violations des droits de l'homme, y compris les allégations de disparitions forcées, de détention arbitraire et de mauvais traitements infligés aux manifestants, et de traduire les auteurs de ces actes en justice. « ***Nous sommes extrêmement préoccupés par les arrestations massives de manifestants pacifiques et de militants politiques qui expriment leur dissidence*** », ont déclaré les experts dans un communiqué conjoint.

Plus de 500 personnes auraient été arrêtées à la suite des manifestations organisées par l'opposition camerounaise le 22 septembre, et quelque 200 seraient toujours en détention. Elles risquent d'être accusées de terrorisme et d'atteinte à la sécurité nationale et d'être jugées par un tribunal militaire pour avoir exercé leurs libertés fondamentales.

La violence contre les manifestants a été disproportionnée, avec utilisation de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour les disperser violemment. Les experts de l'ONU se sont également dits préoccupés par l'usage excessif de la force contre des manifestants pacifiques par les forces de sécurité camerounaises. « **La violence contre les manifestants a été disproportionnée, avec utilisation de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour les disperser violemment** », ont-ils déclaré. Les experts ont également exprimé leur inquiétude face aux informations faisant état de torture de manifestants pacifiques et de journalistes en détention. « **C'est vraiment inacceptable** », ont-ils insisté.

« **L'interdiction de la torture et de toute forme de traitement cruel, inhumain ou dégradant est absolue en vertu du droit international des droits de l'homme, et ne peut être justifiée** », ont-ils souligné.

Ils ont appelé le Cameroun à libérer le président du MRC, Maurice Kamto, qui est assigné à résidence avec sa famille depuis la nuit du 22 septembre. Les forces de sécurité l'ont empêché de communiquer avec les membres de son parti et ses avocats, et de prendre part aux manifestations. « **L'assignation à résidence de M. Kamto pourrait constituer une privation de liberté, en violation de ses droits à la liberté de réunion pacifique et d'association, ainsi que de la liberté et à la sécurité de sa personne** », ont ajouté les experts.

En réaction, la chambre nationale des experts criminels du Cameroun (CNECC), a tenu une conférence de presse hier mercredi 21 octobre 2020 à Yaoundé, pour désapprouver le rapport des experts de l'ONU.

La CNECC a indiqué que le rapport des pseudos experts de l'ONU manque d'objectivité et d'impartialité. Surtout, il ne répond à aucune démarche scientifique et ne vise qu'à induire l'opinion internationale en erreur. « **Ce qu'ils appellent rapport est en réalité un procès verbal, et le procès verbal à ceci de très dangereux. Vous allez constater que ce procès verbal présente des éléments qui amènent plutôt à la confusion : L'absence des faits vécus, l'exactitude, l'imprécision des faits et les écrits qui sont orientés** », a observé Me Francis Steve Olinga, Expert criminel agréé et Président de la chambre nationale des experts criminels du Cameroun.

Selon Me Francis Steve Olinga, expert international spécialiste en criminalistique et en intelligence économique, la rédaction d'un rapport sur un Etat devrait prendre beaucoup plus de temps. Bien plus, les experts internationaux n'ont pas pris en compte, le fait d'associer les spécialistes camerounais, pour effectuer un véritable travail d'enquêtes et de rendre une copie fiable sur un sujet aussi délicat.

Toute chose qui montre que les informations contenues dans le rapport des experts internationaux revêtent un caractère mensonger et inexact.

A travers cette sortie, l'ordre des experts criminels du Cameroun rejoint la position du gouvernement camerounais, qui, quelques jours après la publication du rapport dit des experts de l'ONU, par rapport aux violations alléguées des droits de l'homme dans le cadre des marches organisées par le MRC le 22 septembre dernier, s'était prononcé pour formellement démentir les informations publiées dans ce rapport.